

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.278
2 août 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT SOIXANTE-DIX-HUITIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 2 août 1984, à 10 h 30.

Président : M. R.I.T. CROMARTIE (Royaume-Uni)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

| | |
|--|--|
| <u>Algérie</u> : | M. A. TAFFAR M. A. BELAID |
| <u>Allemagne, République fédérale d'</u> | M. H. WEGENER M. F. ELBE M. M. GERDTS |
| <u>Argentine</u> : | M. J. CARASALES M. R. GARCIA MORITAN M. R. VILLAMBROSA |
| <u>Australie</u> : | M. R. BUTLER M. R. ROWE Melle J. COURTNEY |
| <u>Belgique</u> : | M. H. WALSCHAP M. M. DEPASSE M. J-M. NOIRFALISSE |
| <u>Birmanie</u> : | U MAUNG MAUNG GYI U HLA MYINT |
| <u>Brésil</u> : | M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE |
| <u>Bulgarie</u> : | M. B. KONSTANTINOV M. P. POPTCHEV M. K. STANKOV M. N. MIHAILOV |
| <u>Canada</u> : | M. G. B. SKINNER M. R. G. SUTHERLAND M. R. VANIER M. G. K. VACHON M. S. L. BENNETT |
| <u>Chine</u> : | M. QIAN JIADONG Mme WANG ZHIYUN M. LI WEIMIN M. LIN CHENG M. YANG MINGLIANG M. SUO KAIMING M. LU MINGJUN |
| <u>Cuba</u> : | M. P. NUNEZ MOSQUERA |
| <u>Egypte</u> : | M. I. A. HASSAN M. M. BADR M. A. M. ABBAS |

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Etats-Unis d'Amérique :

M. N. CLYNE
M. P. S. CORDEN
M. H. W. DAVIDSON
M. A. HOROWITZ
M. J. MISKEL
M. J. J. TIERNEY
M. A. LIEBOWITZ
M. J. McATEER
M. B. MORTON
M. R. SCOTT
Mme M. WINSTON

Ethiopie :

M. F. YOHANNES

France :

M. G. MONTASSIER
M. H. RENIE

Hongrie :

M. F. GAJDA
M. T. TOTH

Inde :

M. S. KANT SHARMA

Indonésie :

M. S. SUTOWARDOYO
M. I. M. DAMANIK
M. I. WIRANATAATMADJA
M. HARYOMATARAM

Italie :

M. M. ALESSI
M. B. CABRAS
M. G. ADORNI BRACCESI
M. M. PAVESE

Japon :

M. R. IMAI
M. M. KONISHI
M. T. KAWAKITA
M. K. TANAKA

Kenya :

-

Maroc :

M. O. HILALE

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES
Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
M. F. MACEDO RIBA

Mongolie :

M. D. ERDEMBILEG
M. S-O. BOLD

Nigéria :

M. O. O. GEORGE

Pakistan :

M. K. NIAZ

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

| | |
|---|---|
| <u>Pays-Bas</u> : | M. R. J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R.J. AKKERMAN |
| <u>Pérou</u> : | -- |
| <u>Pologne</u> : | M. T. STROJWAS |
| <u>République démocratique allemande</u> : | M. H. ROSE M. W. KUBICZEK |
| <u>République islamique d'Iran</u> : | M. N. KAZEMI KAMYAB M. F. SIRJANI M. M. TALE |
| <u>Roumanie</u> : | M. I. DATCOU M. T. MELESCANU M. A. POPESCOU |
| <u>Royaume-Uni</u> : | M. R. I. T. CROMARTIE M. L. J. MIDDLETON M. J. G. GORDON M. D. A. SLINN M. G. H. COOPER |
| <u>Sri Lanka</u> : | M. H. M. G. S. PALIHAKKARA |
| <u>Suède</u> : | M. R. EKEUS Mme E. BONNIER M. H. BERGLUND |
| <u>Tchécoslovaquie</u> : | M. M. VEJVODA M. A. CIMA M. J. MATOUSEK M. J. RYCHTARIK |
| <u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> : | M. R. M. TIMERBAEV M. P. Y. SKOMOROKHINE M. G. V. BERDENNIKOV M. V. F. PRIAKHINE M. N. V. NEILAND |
| <u>Venezuela</u> : | -- |
| <u>Yougoslavie</u> : | M. M. MIHAJLOVIC |
| <u>Zaire</u> : | Mme E. EKANGA KABEYA |
| <u>Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général</u> : | M. R. JAIPAL |
| <u>Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement</u> : | M. V. BERASATEGUI |

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 278ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Permettez-moi, tout d'abord, de faire une déclaration à l'occasion de ma prise de fonctions en tant que Président.

Chers et distingués collègues, j'aimerais être le premier à rendre hommage à l'habileté et à l'efficacité avec lesquelles mon distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Issraelyan, a guidé les travaux de la Conférence durant le mois de juillet. Je voudrais lui présenter les remerciements de ma délégation et, j'en suis sûr, ceux de toutes les autres délégations représentées ici, pour tout le dur travail qu'il a fourni en s'acquittant de ses fonctions de Président.

Avant de passer aux tâches qui nous attendent pendant ce mois d'août, je voudrais rappeler brièvement le contexte dans lequel cette Conférence a vu le jour et celui dans lequel nous travaillons.

La ville de Genève a des liens historiques de longue date avec l'atténuation des horreurs de la guerre. La recherche systématique de la sécurité par le désarmement a commencé ici sous les auspices de la Société des Nations entre les deux guerres mondiales. Le Royaume-Uni y a joué un rôle décisif dès le départ et cela fait maintenant plus de 50 ans que la délégation britannique a déposé un projet de traité de désarmement à la Conférence du désarmement de 1933. Pour le malheur de l'humanité, ces efforts de désarmement déployés dans le cadre de la Société des Nations ont échoué et il a fallu attendre la fin des années 1950 pour que la situation internationale permette que reprennent, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, de larges négociations multilatérales pour le désarmement. La Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement a commencé ses travaux ici à Genève en 1962. Depuis lors, le processus de discussion et de négociation multilatérales a continué dans cette salle historique. Le nombre de pays représentés a augmenté et le nom a changé, mais le processus s'est poursuivi à travers toutes les vicissitudes de la situation internationale. Ce forum a d'importantes réalisations à son actif sous la forme d'accords internationaux auxquels beaucoup de pays sont parties. Ces accords ont apporté une contribution substantielle à la sécurité des peuples du monde. En même temps, ils ont montré la voie à suivre pour d'autres tâches auxquelles notre Conférence doit s'attaquer.

Depuis la création du Comité du désarmement en 1978, après l'adoption par la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement de son Document final, ce forum a été largement représentatif des pays du monde. La décision prise par la Conférence l'an dernier d'élargir encore sa composition, en admettant dans son sein jusqu'à quatre pays supplémentaires, nous donne la possibilité de combler les lacunes qu'il pourrait y avoir dans sa représentativité. Nous devrions viser à nous mettre d'accord avant la clôture de la session sur les noms des pays à ajouter aux nôtres, de sorte que les pays choisis puissent se préparer à participer pleinement à la session de 1985.

Nous partageons tous un sentiment de déception du fait qu'il ne s'est pas révélé possible depuis 1978 de conclure d'autres accords multilatéraux de désarmement. Nous avons un souci commun de progresser aussi rapidement que possible. En même temps, je pense que tous nous reconnaissons que la lenteur de nos progrès tient à des divergences de vues majeures entre les gouvernements que nous représentons dans un domaine qui affecte de façon vitale la sécurité de leurs peuples. Ces divergences ont été aggravées par le manque de confiance qu'ils ont chacun dans les intentions des autres. Dans cette situation sérieuse, nous avons la tâche

(Le Président)

commune de rechercher avec une détermination patiente un terrain d'entente. Nous devons être prêts non seulement à identifier des possibilités de progrès, mais aussi à promouvoir activement la convergence entre les positions de nos gouvernements. En particulier, nous avons la tâche commune de contribuer à renforcer la confiance internationale, qui est une condition préalable essentielle à tout accord. Nous pouvons espérer que ce sera un processus cumulatif, dans la mesure où l'obtention d'un accord sur un point devrait contribuer à créer la confiance mutuelle nécessaire pour arriver à un accord sur le suivant.

Bien que le Comité du désarmement n'ait pas, pendant ses cinq années de travail, produit d'accords dont il puisse se prévaloir, il a fait des progrès substantiels dans un domaine très important. Il a posé les fondations d'une convention sur les armes chimiques, destinée à débarrasser le monde d'une catégorie entière d'armes depuis longtemps considérées avec une horreur particulière, qui avait trouvé son expression, après les expériences terrifiantes de la Première guerre mondiale, dans le Protocole de Genève conclu dans cette ville en 1925. J'espère que le Comité spécial des armes chimiques, sous la présidence compétente et infatigable de l'Ambassadeur Ekéus, pourra faire état à la Conférence de nouveaux progrès dans ce domaine à temps pour qu'ils puissent être consignés dans le rapport de la Conférence à l'Assemblée générale; et que nous pourrions alors espérer la conclusion d'une convention en 1985.

Dans d'autres secteurs de notre travail, nous avons été moins heureux; en particulier, cette année, nous n'avons pu nous mettre d'accord sur des mandats de comités spéciaux pour plusieurs points importants de notre ordre du jour. C'est un sujet de regret pour nous tous, mais même à ce stade tardif, nous ne devrions pas désespérer, et, au cours de mes consultations, je continuerai à rechercher des moyens de surmonter nos divergences.

Cependant, inévitablement, nous devons concentrer beaucoup de notre attention ce mois-ci sur la préparation de notre rapport annuel à l'Assemblée générale. J'espère que nous saurons le faire dans un esprit de collaboration, en cherchant à identifier ce que nous avons en commun plutôt qu'à souligner nos divergences. Nous devrions viser à présenter notre rapport sous une forme qui soit aussi concise et lisible que possible - tous les auteurs, même des coauteurs, ont intérêt à veiller à ce que leurs oeuvres soient effectivement lues.

Durant le mois que j'occuperai ce siège, je m'efforcerai de promouvoir les intérêts communs de la Conférence et je chercherai impartialement à favoriser le consensus sur les questions dont nous sommes saisis. J'ai bon espoir de collaborer étroitement avec tous mes collègues dans l'esprit diplomatique traditionnel de bonne volonté qui nous unit, même quand les problèmes nous divisent.

La Conférence poursuit aujourd'hui l'examen du point 7 de son ordre du jour intitulé "Nouvelles armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Belgique et de la Mongolie.

Je salue la présence parmi nous aujourd'hui de l'Ambassadeur belge pour la Paix, Monsieur l'Ambassadeur Walschap, à qui je donne maintenant la parole.

M. WALSCHAP (Belgique) : Se présenter en qualité d'Ambassadeur pour la paix et la sécurité devant une assemblée comme celle-ci pourrait friser le paradoxe.

N'y a-t-il pas autour de cette table, quarante Ambassadeurs pour la paix et la sécurité ?

La raison en est que le Ministre belge des relations extérieures, il y a un peu plus d'un an, et avant même d'en avoir informé le public belge, a annoncé ici même devant le Comité du désarmement son intention de nommer un Ambassadeur particulier auprès de la Conférence du désarmement ainsi qu'un Ambassadeur, basé à Bruxelles, spécialement chargé des questions de paix et de sécurité.

De fait en me confiant cette mission, le Gouvernement belge a voulu que celle-ci témoigne à la fois de sa volonté de dialogue et de celle d'assurer notre sécurité.

Il a également tenu, à un moment où s'amorçait la campagne mondiale pour le désarmement, que l'opinion de mon pays soit fidèlement informée des moyens que nous comptons mettre en oeuvre pour réaliser ces deux objectifs fondamentaux de notre époque, la paix et la sécurité.

En prenant la parole devant cette Conférence qui est aussi un destinataire naturel de ce message, il me faut vous dire combien je suis heureux de vous complimenter en votre qualité de nouveau Président et de vous féliciter de ces hautes fonctions pour lesquelles je forme d'ailleurs mes plus sincères voeux de réussite. De même, je tiens à rendre grâce au distingué représentant de l'Union soviétique pour la manière dont il a exercé sa haute charge de Président le mois passé.

Ainsi, Monsieur le Président, le message dont je suis porteur s'adresse à votre Conférence dans la mesure même où s'y expriment les diverses perceptions de sécurité à l'échelle mondiale et les aspirations des Etats au désarmement, dans la perspective de négociations qui est sa seule raison d'être.

La recherche du dialogue a toujours inspiré la politique de mon pays. C'est à l'initiative d'un ancien Ministre belge des affaires étrangères, M. P. Harmel, que nous devons la politique de détente-sécurité élaborée par l'Alliance atlantique en 1967. Un de ses successeurs, l'actuel Ministre des relations extérieures, M. Tindemans, a proposé à la fin 1983 que l'Alliance procède à une nouvelle évaluation des relations Est-Ouest en vue de parvenir à un dialogue plus constructif. Cette évaluation, dont il est fait état dans la Déclaration de Washington sur les relations Est-Ouest, publiée le 31 mai dernier à l'issue de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, confirme l'approche équilibrée du rapport Harmel de 1967 : maintenir dans l'Alliance une solidarité, une vigilance et, bien entendu, une puissance militaire suffisantes afin de rechercher de la sorte des relations plus stables et équilibrées entre l'Est et l'Ouest par le dialogue et si possible par la coopération.

La compréhension des perceptions de sécurité des uns et des autres constitue la pierre angulaire de tout dialogue.

C'est ce dialogue que nous voulons assurer quand nous affirmons que notre sécurité s'inscrit dans un cadre multilatéral et régional, celui de l'Alliance Atlantique, pacte défensif à dessein préventif et dont aucune des armes, nucléaires ou conventionnelles, ne sera jamais utilisée autrement que pour répondre à une agression.

(M. Walschap, Belgique)

C'est aussi parce que nous souhaitons le dialogue que nous rappelons comme nous y avons été contraints malheureusement trop souvent au cours de ces dernières années, combien le comportement des Etats, le respect des normes de conduite internationale, la poursuite d'accords sans recherche d'avantages unilatéraux, un certain degré d'ouverture et de transparence, constituent les ingrédients indispensables à la stabilisation des relations internationales et, partant, à des progrès dans la voie du désarmement.

Les perceptions de sécurité sont, faut-il le dire, infiniment variables et opposent les Etats les uns aux autres.

Il n'existe cependant pas d'autre voie que celle de la négociation pour autant que les Etats recherchent des accords plutôt que la lutte sans merci dans l'accumulation d'armements.

Le Gouvernement belge et, je crois pouvoir le redire avec autorité, l'opinion publique belge dans son ensemble, demandent la reprise des négociations américano-soviétiques sur les armements nucléaires à portée intermédiaire et stratégiques. Notre appel à l'URSS, à la suite de l'offre des Etats-Unis de reprendre ces négociations sans préalable et à n'importe quel moment, s'inspire de ce que nous croyons être l'intérêt supérieur de tous nos peuples : les leurs comme les nôtres.

Au-delà des négociations INF et START, il est temps que des pourparlers reprennent entre les Etats-Unis et l'URSS au sujet des différents aspects du contrôle des armements et du désarmement. La perspective de négociations dans laquelle s'inscrivent les travaux de la Conférence du désarmement serait irrémédiablement bouchée sans une réactivation de ce processus bilatéral. Une reprise à l'automne prochain de pourparlers en matière d'espace extra-atmosphérique serait à cet égard un développement heureux susceptible d'avoir des conséquences positives pour les négociations multilatérales mêmes car nous sommes convaincus que le dialogue entre superpuissances est une condition essentielle du succès des négociations multilatérales dans tous les domaines du désarmement. C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'accord de l'URSS et des Etats-Unis, conclu le 17 juillet dernier et destiné à améliorer le fonctionnement des communications directes entre Washington et Moscou.

Dans les questions liées à la sécurité et au désarmement, mon pays s'est toujours fixé pour tâche de stimuler la négociation et la recherche d'accords sur des mesures concrètes et vérifiables, et c'est dans cet esprit que la Belgique, avec certains de ses alliés, participe aux conversations de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe. Le caractère concret de ces pourparlers n'échappe à personne. Le problème de la vérification d'un éventuel accord qui semblait évoluer de manière positive devrait trouver une solution satisfaisante.

La récente offre occidentale visant à résoudre le problème fondamental de la base de données à partir desquelles des réductions et limitations seraient opérées, devrait faciliter la conclusion d'un accord maintenant attendu depuis plus de dix ans. Nous espérons que par la souplesse qu'ils témoigneront à leur tour, et notamment dans le domaine des mesures associées, les participants de l'Est nous permettront de nous rapprocher de cet objectif.

(M. Walschap, Belgique)

Nous défendons la même attitude à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe.

Ici aussi, nous demandons des mesures concrètes et vérifiables, destinées à donner davantage effet et expression au devoir déjà existant qu'ont les Etats de ne pas recourir à la menace et à l'emploi de la force dans leurs relations mutuelles.

Les archives de nos diplomaties sont remplies de déclarations de tous ordres. En comparaison, elles sont singulièrement déficientes en accords sur de telles mesures concrètes et vérifiables qui, seules, font la différence entre les intentions et la réalité. C'est la raison pour laquelle la Belgique a, avec ses alliés, proposé un ensemble de mesures concrètes destinées à renforcer la confiance et à accroître cette sécurité. Le moyen qui nous a semblé le plus approprié à cette fin a été d'assurer la transparence - encore très limitée certes - des forces armées et des activités militaires dans l'ensemble de l'Europe, afin de réduire le risque d'erreur de calcul et l'éventualité d'une attaque-surprise.

Ces mesures de confiance ne sont pas une fin en soi, elles visent à créer une base objective susceptible de dissiper la méfiance mutuelle et de faciliter ainsi la conclusion d'accords concrets de désarmement.

L'adoption de mesures concrètes et vérifiables devrait également être à la portée de la Conférence du désarmement. L'intensification et la réorganisation de la négociation sur l'interdiction des armes chimiques iraient dans cette direction et nous y attachons une importance capitale. A un degré moindre, mais toujours significatif, le temps des compromis est arrivé depuis longtemps dans la négociation de l'interdiction des armes radiologiques. A défaut, il faudra se résigner à l'échec... sans doute pour longtemps.

Nous espérons toujours que les propositions occidentales de mandat pour des organes subsidiaires sur l'interdiction des essais nucléaires et sur la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique permettront de préparer des négociations ultérieures. Sinon, à défaut de commencer à aborder le fond des choses, nous serons contraints de dresser un procès-verbal de carence aussi inquiétant que consternant.

Il est un autre domaine auquel mon pays attache la plus grande importance : c'est celui de la prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées.

Nous regrettons vivement qu'aucun accord n'ait pu être élaboré jusqu'à présent sur la création d'un organe subsidiaire qui aurait été amené à traiter de tous les aspects du problème.

Je crois cependant que le capital de bonne volonté qui a été placé au service de cette cause, particulièrement par les porte-parole du Groupe des 21, ne l'aura pas été en vain. Je garde la ferme espoir que nos prochains travaux se situeront sous des auspices plus favorables et nous permettront d'entamer effectivement la tâche.

La problématique de la prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées, a fait l'objet de plusieurs propositions. Celles-ci devraient être examinées avec, pour objectif, de déterminer leur négociabilité. En effet, y a-t-il une autre finalité pour la Conférence du désarmement que de s'orienter dans la voie de la négociation ?

(M. Walschap, Belgique)

Un tel exercice implique une inévitable sélection des propositions. Seules, celles faisant l'objet d'un consensus pourront être retenues.

La Belgique a toujours estimé que dans ce domaine comme dans les autres, c'est surtout vers la négociation de mesures pratiques, très concrètes, qu'il faudrait s'orienter.

Nous avons fait, dans cet esprit, des propositions spécifiques en 1983 concernant la mise au point de mesures de confiance dans le domaine nucléaire. Toutes les mesures que nous avons suggérées ne se prêtent peut-être pas aujourd'hui à une négociation multilatérale. Un travail de sélection pourrait s'imposer également dans ce cas, de manière à bien identifier la portée d'un premier accord multilatéral à ce sujet.

Que l'on nous comprenne bien.

Notre objectif n'est pas de nous immiscer dans ce que l'on pourrait légitimement appeler le domaine réservé des puissances nucléaires. Les mesures que nous préconisons n'affectent en rien la nature de la dissuasion qui caractérise les différents arsenaux nucléaires militaires.

Ces mesures ont plutôt pour ambition un double objectif :

- d'une part de créer un dialogue entre les cinq puissances nucléaires militaires dans le plein respect des positions de chacune d'entre elles sur le désarmement nucléaire.

Cette idée de dialogue entre puissances nucléaires n'est pas nouvelle. En juin 1983, le Ministre belge des affaires étrangères, M. Tindemans, lançait dans cette même salle un appel à toutes les puissances nucléaires afin qu'elles négocient entre elles et avec la communauté internationale, éventuellement dans le cadre du Comité du désarmement, des mesures destinées à accroître la confiance et à écarter le risque d'emploi de l'arme nucléaire. Cette idée a été développée par la suite par l'ancien Premier Ministre du Canada, M. P.E. Trudeau.

Il y a dans ce domaine tout un éventail de possibilités de coopération que nous ne pouvons nous offrir le luxe de gaspiller. Je crois opportun, si vous le voulez bien, de réitérer aujourd'hui l'appel de M. Tindemans.

- notre objectif est, d'autre part, de permettre aux Etats non nucléaires militaires, en particulier à ceux qui n'appartiennent pas à une alliance, d'exprimer les soucis légitimes que peut causer la proximité d'arsenaux nucléaires militaires et de participer à la recherche de solutions permettant de les rassurer.

Nous croyons que ces propositions ont gardé toute leur actualité. Nous sommes satisfaits de constater qu'elles font l'objet d'un soutien croissant.

Nous sommes confiants que nos travaux ultérieurs nous permettront de progresser dans cette voie.

(M. Walschap, Belgique)

Nous sommes au début du mois d'août 1984; il y a exactement 70 ans à peine, à quelques kilomètres d'ici et ailleurs en Europe, des millions de jeunes gens partaient joyeusement à la guerre pour le plus grand carnage de l'humanité, la fleur au fusil et en chantant "der fröhliche Krieg". Ils illustraient une nouvelle fois le mot terrible d'Alexandre Breffort : "la guerre est le seul divertissement des rois, où le peuple ait sa part". En ces quelques décennies révolues depuis lors, des dizaines de millions de morts et de victimes de tout genre de ce pire des fléaux à la surface de la Terre ont cette fois ancré chaque être humain, aussi modeste ou puissant fût-il, dans la conviction que la guerre, ce désastre curieux car propre à l'homme, est devenue horreur impensable sinon chose impossible. N'avons-nous pas atteint, grâce à notre ingéniosité destructrice, le stade prévu déjà au siècle dernier par ce grand visionnaire Victor Hugo, lorsqu'il affirma que "le seul perfectionnement de l'art militaire, c'est sa disparition". Je ne saurais, Monsieur le Président, mieux faire en lançant cet appel senti et sincère, qui est celui de nos peuples, qu'à vous engager à prouver la justesse de cette prédiction.

En terminant cette intervention, je voudrais vous assurer, Monsieur le Président, du plein appui du Gouvernement belge à la tâche entreprise par la Conférence du désarmement et former des vœux pour que son incessante activité débouche enfin sur des résultats au bénéfice de tous.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Belgique de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Erdembileg.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi avant tout de vous féliciter chaleureusement de votre accession au poste de président de la Conférence du désarmement pour le mois d'août et de vous souhaiter beaucoup de succès dans votre importante fonction à un moment capital des travaux de la session actuelle.

Permettez-moi également d'exprimer notre reconnaissance sincère à la délégation de l'URSS et personnellement à son chef, l'Ambassadeur Victor Issraelyan, pour la contribution exceptionnellement importante qu'il a apportée au travail de la Conférence du désarmement le mois dernier.

Monsieur le Président, je voudrais présenter au nom d'un groupe de pays socialistes un projet de mandat pour un Comité spécial au titre du point 5 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

On sait qu'au début de la session de 1984 de la Conférence, un groupe d'Etats socialistes a officiellement présenté un aide-mémoire faisant l'objet du document CD/434 en date du 17 février 1984. Il est dit notamment dans ce document :

"Soulignant la nature de la Conférence du désarmement en tant que forum de négociation, ce groupe d'Etats socialistes exprime sa préoccupation au sujet du fait que cet organe de négociation ne s'acquitte pas en réalité de la tâche

(M. Erdembileg, Mongolie)

qui lui a été impartie et a tendance à se transformer en un organe de délibérations dans le domaine du désarmement. De l'avis des pays socialistes, la cause principale de cette situation anormale réside dans les tentatives de transformer la Conférence en un forum de discussions académiques et de formuler toute une série de conditions préalables à la conduite de négociations. De l'avis des pays socialistes, une telle approche est en contradiction aussi bien avec le mandat prévu pour la Conférence dans le document final qu'avec le propre règlement intérieur de la Conférence.

Le groupe de pays socialistes considéré part du principe que les organes subsidiaires du forum de négociation qu'est la Conférence du désarmement doivent avoir la possibilité de mener des négociations appropriées. Ne peuvent faire exception que les groupes techniques ou les groupes d'experts gouvernementaux dont il est question à l'article 23 du règlement intérieur.

Le problème de la création d'organes subsidiaires doit être résolu en liaison organique avec l'élaboration d'un mandat approprié pour des négociations. Etablir une division artificielle entre le règlement de la question de la création d'organes subsidiaires et l'élaboration du mandat de ces organes ne peut que créer des échappatoires pour masquer l'absence, chez tels ou tels Etats, du désir de mener des négociations."

S'inspirant de cette ferme position, les pays socialistes présentent un projet de mandat pour un Comité spécial au titre du point 5 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique". Le document CD/529 a été distribué aujourd'hui aux membres de la Conférence. Ce projet de mandat ne diffère presque pas de celui contenu dans le document CD/434.

Cela nous permet de supposer que le fond et la teneur dudit document sont bien connus aux membres de la Conférence. Les pays socialistes adressent de nouveau un appel à tous pour qu'il soit créé, pour le reste de la session, un Comité spécial chargé de mener des négociations en vue de la conclusion d'un accord, ou d'accords, selon qu'il sera approprié, visant à empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique sous tous ses aspects, compte tenu de toutes les propositions pertinentes, y compris l'examen de la proposition relative à un traité sur l'interdiction de l'emploi de la force dans l'espace extra-atmosphérique et à partir de l'espace contre la Terre. Le Comité spécial devra faire rapport à la Conférence du désarmement sur les résultats de ses travaux.

Monsieur le Président, je voudrais vous prier de prendre les mesures appropriées pour que la Conférence puisse prendre le plus rapidement possible une décision au sujet du document CD/529.

A ce propos, je voudrais de nouveau déclarer que les pays socialistes appuient le projet de mandat du Groupe des 21 contenu dans le document CD/329/Rev.2

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Mongolie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas.

Vous vous souviendrez que le Groupe des 21 a demandé que le projet de mandat pour un organe subsidiaire au titre du point 5 de l'ordre du jour, tel qu'il figure dans le document CD/329/Rev.2, soit soumis pour décision à notre séance plénière d'aujourd'hui. Toutefois, le coordonnateur du Groupe des 21 m'a informé qu'en raison de la présentation d'autres propositions au titre de ce point et afin de donner un peu plus de temps pour faciliter de nouvelles consultations en la matière, le Groupe a accepté de différer la prise de décision au sujet de ce projet de mandat.

Le Secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, un calendrier des séances et réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires spéciaux doivent tenir durant la semaine qui vient. Ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des Comités spéciaux de la Conférence. Comme d'habitude, le calendrier ne présente qu'un caractère indicatif et peut être modifié en cas de besoin. Je voudrais indiquer qu'en dehors du temps prévu dans le calendrier, je serai disponible pour des consultations aussi souvent qu'il sera nécessaire et resterai en contact étroit avec les membres de la Conférence à cette fin. En l'absence d'objections je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

M. HILALE (Maroc) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre présidence, permettez-moi de vous exprimer notre joie de vous voir présider aux destinées de notre Conférence durant le dernier mois de notre session. Je m'arrêterai là car je ne voudrais pas me permettre de priver mon Ambassadeur de l'honneur et du plaisir de vous féliciter personnellement à son retour et, surtout, d'exprimer également la gratitude de ma délégation à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Issraelyan, pour la magistrale façon dont il s'est acquitté de la mission qui était la sienne durant le mois dernier.

Ma délégation voudrait proposer un changement, mineur d'ailleurs, au programme de travail de la Conférence du désarmement, pour la semaine prochaine et ce afin de permettre aux délégations qui ne sont pas très étoffées de participer à toutes les réunions programmées. Ce changement, estimons-nous, épargnerait le pénible exercice qui est le choix à faire d'assister à une réunion ou à une autre, et partant nous permettrait de contribuer, quoique modestement, aux travaux de tous les Comités spéciaux. La proposition consisterait à prévoir la réunion du groupe de travail C sur le respect des dispositions en matière d'armes chimiques pour le mardi 7 août au lieu du mercredi, ce qui nous laisserait une seule réunion pour le mercredi après-midi. Certes, le mardi après-midi, m'a-t-on dit, est réservé aux réunions du Comité de rédaction des armes chimiques; cependant, les membres pourraient se réunir le mercredi sans engendrer aucune difficulté pour les délégations; car c'est un comité restreint.

M. EKEUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur Le Président, je reviendrai ultérieurement sur nos félicitations au sujet de votre accession à la Présidence, lorsque nous prendrons la parole au cours de ce mois. Je voudrais simplement demander un peu plus de temps pour réfléchir à la proposition qu'a faite le distingué représentant du Maroc parce que, comme vous le savez, le calendrier du Comité spécial des armes chimiques est très serré et qu'il nous est difficile de réajuster des plans; cependant, nous voudrions avoir la possibilité de nous consulter avec vous. Je crois comprendre, toutefois, que le calendrier peut toujours être modifié s'il y a un accord général à ce sujet. Faisant donc appel à votre indulgence, je voudrais demander de nous accorder un peu de temps pour étudier la question.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Suède de sa déclaration. La Conférence accepterait-elle que cette question soit réglée au moyen de consultations officielles après quoi nous distribuerions le calendrier, si besoin était ?

Accepteriez-vous d'adopter le calendrier proposé à titre provisoire et de laisser à de nouvelles consultations le soin d'examiner la possibilité de le modifier dans le sens suggéré par la délégation marocaine ? Est-ce là une solution acceptable ?

Je donne la parole au distingué représentant de l'Argentine.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, je m'excuse d'avoir demandé la parole, mais je voudrais obtenir une petite clarification.

Ce matin, on nous a distribué le document CD/529 qui contient un projet de mandat au titre du point 5 de l'ordre du jour soumis au nom d'un groupe de pays socialistes et, il y a un instant, Monsieur l'Ambassadeur de Mongolie nous a présenté ce document; il s'agit d'un thème extrêmement important au sujet duquel des consultations sont en cours et il y en aura d'autres ultérieurement à propos des différents projets de mandat qui existent sur ce même thème. La question que je voudrais poser se rapporte au texte même du projet de mandat qui, à mon avis, pourrait bien receler une erreur qui, si elle n'était pas dissipée, pourrait compliquer les consultations.

Le texte a été initialement distribué en russe, une langue que ma délégation ne connaît pas; ultérieurement, nous avons reçu les textes dans les autres langues.

Ma délégation constate que, dans la version anglaise du document CD/529, il est dit que la mission du comité spécial à créer serait, et je cite textuellement : "to conduct discussions" ("mener des discussions"). En revanche, dans la version espagnole, comme dans la version française - et, m'a-t-on dit, dans la version arabe également - il est dit que la mission de ce comité spécial serait, et je cite en espagnol : "celebrar negociaciones" ("mener des négociations"). Etant donné qu'il existe, évidemment, une différence considérable entre "discussions" et "négociations" - et nous savons tous ce qu'elle implique - je voudrais demander à Monsieur l'Ambassadeur de Mongolie de nous dire quel est le mot correspondant dans la version originale russe de ce projet de mandat : "discussions" ou "négociations".

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Lorsque j'ai fait, aujourd'hui, une déclaration au nom d'un groupe de pays socialistes, le texte du projet de mandat CD/529 avait été, comme je l'ai dit, distribué uniquement en russe. Sur la version anglaise, vous pouvez voir que le texte original est russe. Effectivement, pendant que je parlais, on était en train de distribuer le texte anglais. Nous venons de regarder ce texte et nous y avons décelé une inexactitude de traduction. Nous en avons informé le secrétariat. Dans le document en russe, il est dit "... mener des négociations ...". Dans ma déclaration, j'ai plusieurs fois mentionné et souligné que nous préconisons la conduite de négociations en vue de la conclusion d'un accord, ou d'accords, selon qu'il sera approprié visant à empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

C'est pourquoi je voudrais demander par votre intermédiaire, Monsieur le Président, que le secrétariat veuille bien procéder à un nouveau tirage pour raisons d'ordre technique de ce document. Pour conclure, je remercie le secrétariat d'avoir pu, en si peu de temps, distribuer ce document aux membres de la Conférence, malgré quelques inexactitudes dans la traduction en langue anglaise.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Mongolie de sa déclaration. Je crois savoir que le secrétariat procédera à un nouveau tirage des versions traduites du document lorsqu'il en sera besoin. Cela répond-il à la demande de clarification formulée par le distingué représentant de l'Argentine ? Je vous remercie, si tel est bien le cas.

Il nous faut maintenant adopter à titre provisoire le calendrier pour la semaine prochaine et, en l'absence d'objections, je considérerai que c'est chose faite.

Il en est ainsi décidé.

Etant donné qu'il n'y a plus d'autres questions à traiter, je me propose maintenant de lever la séance plénière et de convoquer d'ici cinq minutes, conformément au calendrier des séances et réunions pour cette semaine, une réunion officieuse de la Conférence pour y examiner des questions pendantes.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 7 août, à 10 h 30.

La séance est levée à 11 h 40.